

La France a mené une opération secrète, avant 1994, auprès des Forces armées rwandaises

La Mission parlementaire ne parvient pas à faire la lumière sur la participation aux combats

Les soldats français de l'opération secrète « Panda » ont participé directement à la guerre au Rwanda et se seraient même infiltrés en Ougan-

da. Ces actions militaires étaient gérées par l'Elysée. La Mission d'information parlementaire, qui a entendu mardi 19 mai le général Quesnot, an-

cien chef d'état-major particulier de M. Mitterrand, peine à aborder les questions cruciales de la politique française au Rwanda.

DEVANT les députés de la Mission d'information sur le Rwanda, l'ancien chef de l'état-major particulier de François Mitterrand à l'Elysée, le général Christian Quesnot, a reconnu, mardi 19 mai, que la France, avant l'opération « Turquoise » en 1994, avait formé l'armée régulière rwandaise - forte de 5 200 hommes au début des années 90 - à l'emploi combiné de blindés, de canons et d'hélicoptères. Au plus fort de l'opération « Noroît », qui a mobilisé deux compagnies au Rwanda entre octobre 1990 et novembre 1993 pour sécuriser les étrangers au pays, la France a, en effet, détaché des équipes de renseignement et d'action auprès des Forces armées rwandaises (FAR) pour les aider à se battre contre le Front patriotique rwandais (FPR) soutenu par l'Ouganda.

Avant l'arrivée des renforts du dispositif « Noroît », soit jusqu'à 400 parachutistes avec un état-major issu du 2^e régiment étranger de parachutistes (REP), à Calvi, et du 3^e régiment parachutiste d'infanterie de marine (RPIMA), à Carcassonne, la Mission militaire de coopération (MMC) entretenait au Rwanda une trentaine d'experts. Ces officiers et ses sous-officiers, susceptibles de rester sur place deux années d'affilée avec leurs familles, avaient reçu une double mission : d'abord, instruire les personnels des FAR et, ensuite, maintenir en état leurs matériels d'origine française, y compris les avions Rallye-Guerrier aménagés pour l'antiguerrilla et des hélicoptères Alouette et Gazelle.

Ce dispositif est progressivement monté en puissance, en marge et indépendamment de l'opération « Noroît », avec l'adjonction de nouveaux éléments, autrement appelés des Détachements d'assistance militaire et d'instruction (DAMI). Cette mission fut baptisée « Panda ». Fin 1992, aux 30 premiers cadres relevant de la MMC, se sont ajoutés 30 autres, puis 40 autres encore début 1993. Ces détachements provenaient en majorité de trois ré-



giments constitutifs de la Force d'action rapide : le 1^{er} régiment parachutiste d'infanterie de marine (stationné en temps normal à Bayonne), le 1^{er} régiment de hussards parachutistes et le 35^e régiment d'artillerie parachutiste (tous deux en garnison à Tarbes). A la différence des assistants de la MMC, les 70 cadres français de la mission « Panda » étaient renouvelés *grosso modo* tous les quatre mois au Rwanda.

La tâche de ces nouveaux arrivants, dont le contrôle opérationnel a peu à peu échappé à la MMC et à l'attaché de défense en poste à Kigali, a carrément été d'appuyer les combattants des FAR à partir de deux camps d'entraînement installés dans des parcs proches de la frontière avec l'Ouganda, dans le nord du pays, au plus près de la ligne de front. Aux hommes du régiment de hussards est revenu le soin de former les FAR sur leurs blindés, essentiellement des automitrailleuses légères françaises engagées contre le FPR. Aux hommes du régiment d'artillerie est dévolue la charge d'apprendre aux FAR à se servir des canons de 105 français.

Equipés de matériels pour le combat de nuit et de puissants moyens de transmissions à longue distance, les hommes du 1^{er} RPIMA, qui sont entraînés à monter des opérations clandestines dans la profondeur d'un territoire et à s'y camoufler le temps de recueillir le renseignement, ont pour mission d'établir des contacts permanents avec les plus hautes autorités politiques et militaires à Paris qui gèrent les crises en Afrique. Quitte, au besoin, à s'affranchir de la chaîne des commandements.

AU-DELÀ DES CONSIGNES

Ce fut le cas au Rwanda, grâce à un fil crypté direct entre le régiment et l'Elysée, via l'état-major des armées et l'état-major particulier de l'Elysée, où une « cellule » de crise, comprenant le général Quesnot et son adjoint, le colonel Jean-Pierre Huchon, lui-même ancien « patron » du 1^{er} RPIMA, gérait l'ensemble de la manœuvre (*Le Monde* du 21 avril).

L'ensemble de ce dispositif a été partiellement démonté juste avant l'opération « Amaryllis », en avril 1994, quand la France a dû dépêcher

de toute urgence une force de 500 parachutistes pour évacuer près de 1 500 ressortissants français et étrangers dont l'existence était menacée par l'avancée des troupes du FPR en direction de la capitale rwandaise.

Au Rwanda, la mission « Panda » a montré quelques dysfonctionnements. Des détachements qui y ont participé ont été soupçonnés d'être allés, sur le terrain, au-delà des consignes initiales en ayant franchi la frontière avec l'Ouganda, comme certains commandos s'en sont vantés après coup, pour rassembler des preuves de l'engagement militaire de Kampala aux côtés du FPR. D'autres ont préféré cultiver à l'excès la notion de secret sur leurs activités au profit des FAR, au point que des témoins ont rapporté, depuis, qu'ils avaient été aperçus donnant l'exemple, en train de tirer au canon en lieu et place des soldats du président Habyarimana.

La mission « Panda » a aussi été l'occasion pour les Français de coopérer avec les services rwandais, qui les ont abreuvés de photographies et de documents sur les exactions des milices du FPR contre la population et sur la présence de combattants de l'armée régulière ougandaise au Rwanda. Sur certains de ces documents de mars 1993, par exemple, on trouve trace des cartes d'identité, « prises au hasard » est-il précisé, de cinq officiers et de cinq soldats ougandais tués dans les combats au Rwanda dans un véhicule portant les marques des Forces armées ougandaises.

A leur façon, les DAMI Panda ont servi de laboratoire à la mise sur pied, à partir de 1993, d'une nouvelle chaîne hiérarchique propre au renseignement et à l'action, avec la création, sous la tutelle directe du chef d'état-major des armées, d'un commandement des opérations spéciales (COS) intégrant notamment le 1^{er} RPIMA aux côtés d'autres unités.

Jacques Isnard